



**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

132 Boulevard de Paris
CS 50039
13331 MARSEILLE Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION : Le marché a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage et de sécurité au siège de l'ARS PACA, dans les locaux du bâtiment M'Square situé au 132, Bd de Paris – 13003 – Marseille.

MODE DE PASSATION : Cette consultation fait l'objet d'un appel d'offres ouvert, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 25, 33 et 67 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

SERVICE ACHETEUR : Agence régionale de santé de PACA

POUVOIR ADJUDICATEUR : le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DUREE : Le marché prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018. Il fera l'objet d'une reconduction expresse au 1^{er} janvier de chaque année sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :
Le lundi 30 octobre 2017 à 11 heures

Le présent cahier comporte douze pages (12), y compris la première

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Identification des parties contractantes	Page 3
ARTICLE 2	Objet du marché	Page 3
ARTICLE 3	Mode de passation	Page 3
ARTICLE 4	Documents contractuels	Page 3
ARTICLE 5	Montant du marché	Page 4
ARTICLE 6	Forme du marché	Page 4
ARTICLE 7	Sous-traitance	Page 4
ARTICLE 8	Prix du marché	Page 4
ARTICLE 9	Durée du marché	Page 6
ARTICLE 10	Conditions de règlement et délais de paiement	Page 6
ARTICLE 11	Conditions de résiliation	Page 8
ARTICLE 12	Assurances	Page 8
ARTICLE 13	Protection de la main d'œuvre	Page 9
ARTICLE 14	Pénalités de retard	Page 10
ARTICLE 15	Personnes habilitées à donner des renseignements	Page 11
ARTICLE 16	Règlement des différends et des litiges	Page 12
ARTICLE 17	Dérogations au C.C.A.G.	Page 12

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes au présent marché sont :

- d'une part, l'Agence Régionale de Santé de Provence, Alpes, Côte d'Azur (ARS PACA), représentée par Monsieur Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence, pouvoir adjudicateur ;
- et d'autre part, le titulaire du marché désigné à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage et de sécurité au siège de l'ARS PACA, dans le bâtiment M'Square situé au 132, Bd de Paris – 13003 – Marseille.

ARTICLE 3 – MODE DE PASSATION

Cette consultation fait l'objet d'un appel d'offres ouvert, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15 et 33 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- 1/ l'acte d'engagement (AE) signé par le représentant habilité du titulaire, ainsi que ses annexes ;
- 2/ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'ARS PACA fait seul foi ;
- 3/ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui contient les exigences techniques du marché ;
- 4/ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations de service (CCAG/FCS - arrêté du 19 janvier 2009 - JORF 0°0066 du 19 mars 2009 document non fourni) ;
- 5/ l'offre technique et financière du candidat.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut.

Toute clause figurant sur les documents du titulaire et contraire aux autres pièces du marché est considérée comme non-écrite.

Documents à produire

- 1) Copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire.
- 2) Déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.

Pour présenter certains de ces éléments, le candidat peut utiliser les formulaires du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi : DC1 « Lettre de candidature » ; DC2 « Déclaration du candidat » ; NOTI 1 « Information au candidat retenu ». Ces documents sont disponibles sur l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

- 3) Acte d'Engagement/Cahier des Clauses Particulières, complété, daté et signé sans modification
- 4) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- 5) Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- 6) Les attestations et certificats prévus à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics seront demandés à l'attributaire du marché qui devra les remettre dans un délai de 7 jours à compter de la demande du Département.

ARTICLE 5 – MONTANT DU MARCHÉ

Le montant prévisionnel H.T. du marché est de 220 000 €. Le candidat devra reporter ses prix sur le bordereau de prix en annexe 1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 - FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché unique, en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution des prestations faisant l'objet du marché selon les dispositions relatives à la sous-traitance prévues aux articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

7.1. Désignation des sous-traitants en cours d'exécution du marché

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de l'agrément des conditions de paiement conformément au modèle spécial de sous-traitance (DC4) que le titulaire remettra au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au pouvoir adjudicateur sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La somme à régler tient compte d'une éventuelle actualisation des prix et inclut la T.V.A.

ARTICLE 8 - PRIX DU MARCHÉ

8.1. Bordereau de prix

Les prix des prestations doivent impérativement être indiqués dans le bordereau de prix joint en Annexe 1. Ils sont donnés sous la forme d'un prix global forfaitaire pour les prestations définies dans le CCTP.

Ils sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations et notamment les frais de déplacement, d'équipement, d'assurances et d'accidents, les frais

généraux et, d'une manière générale, tous les accessoires nécessaires à la parfaite exécution des prestations.

8.2. Révision du prix des prestations

Le prix des prestations est ferme pour la première année de réalisation du marché. Il est réputé établi aux conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

En cas de reconduction, les prix seront révisés par le titulaire à la date de cette dernière et au moyen de la formule paramétrique suivante :

$$Pr = Pi [0.125 + (0.875 \times (X1/X0))]$$

Dans laquelle :

Pr = Prix révisé

Pi = Prix initial

X0 = Indice du coût du travail, salaires et charges, dans le secteur services administratifs, soutien - Identifiant : 001565152 – valeur au trimestre de remise de l'offre précisé dans l'engagement

X1 = Indice du coût du travail, salaires et charges, dans le secteur services administratifs, soutien - Identifiant : 001565152 – valeur au trimestre de la révision

Pour le calcul du coefficient de révision, le nombre de décimales est fixé à 4. Les prix ainsi déterminés resteront fermes pour toute l'année considérée.

L'Agence Régionale de Santé PACA se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnités pour le titulaire, si l'augmentation des tarifs est supérieure à 3% à chaque révision.

La demande de révision du prix est adressée en lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur, au plus tard le 31 octobre de l'année en cours, le cachet de la poste faisant foi.

Toute demande réceptionnée après le 31 octobre sera déclarée irrecevable.

La demande de révision des prix comprendra les éléments retenus pour la révision des prix (références des indices pris en compte), le détail du calcul et les nouveaux prix applicables.

La demande de révision du titulaire est obligatoirement et uniquement adressée au siège de l'ARS PACA, à l'adresse suivante :

Agence régionale de santé de la région PACA
Service juridique et marchés publics
132 boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille cedex 03

Le pouvoir adjudicateur (service juridique et marchés publics) adressera un courrier au titulaire validant, refusant ou infirmant le calcul de la demande de révision dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier au siège de l'ARS PACA.

ARTICLE 9 - DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018. Il pourra faire l'objet d'une reconduction expresse au 1^{er} janvier de chaque année sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

Les périodes de reconduction sont les suivantes :

Du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 (1^{ère} reconduction)

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 (2^{ème} reconduction).

La reconduction du marché s'effectuera par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard **deux mois avant la fin** de la durée de validité du présent marché.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur à l'issue de chaque période de validité du marché vaut non reconduction.

Le pouvoir adjudicateur détient une compétence exclusive pour décider de reconduire ou non le marché. Le titulaire ne peut s'y opposer.

ARTICLE 10 – CONDITIONS DE REGLEMENT ET DELAIS DE PAIEMENT

10.1. Bénéfice de l'avance forfaitaire

L'octroi des avances a pour objet de faciliter l'exécution des marchés et d'assurer l'égalité d'accès aux marchés entre les entreprises qui disposent d'une trésorerie suffisante pour démarrer l'exécution des prestations et celles qui n'en disposent pas.

Conformément à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le titulaire du marché peut refuser le bénéfice du versement de l'avance forfaitaire.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

10.2. Bénéfice des acomptes

A la différence des avances, les acomptes sont versés pour des prestations effectuées en cours d'exécution du marché : l'acompte rémunère un service fait. Il n'est pas prévu d'acomptes au marché.

10.3. Facturation

Le titulaire du marché adresse une facture mensuelle à terme échu au service financier de l'ARS PACA. Chaque facture est établie en un original et deux duplicata sur papier à en-tête. Elle porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- les références du marché
- la nature ou l'intitulé de la prestation
- les dates et lieu d'exécution de la prestation
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées, faisant apparaître le prix global forfaitaire (PGF) ainsi que la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), le montant de la location et le montant de l'entretien/maintenance étant identifiables de manière distincte.
- le montant et le taux de la TVA
- la date de facturation

- le prix global forfaitaire (PGF) ainsi que la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) faisant apparaître le prix de la location et le prix de l'entretien/maintenance de manière distincte.

10.4. Acceptation de la facture

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture et la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités ou les réfections.

En cas de contestation sur le montant de la somme due, le pouvoir adjudicateur fait mandater les sommes qu'il a admises. Le complément est mandaté, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

10.5. Renseignements d'ordre comptable

10.5.1. Déléataire des paiements

Les virements bancaires sont ordonnés par le directeur général de l'ARS PACA.

10.5.2. Domiciliation des paiements

Les références du compte ouvert au nom du titulaire figurent à l'acte d'engagement. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues, par virement au compte du titulaire.

10.5.3. Adresse de Facturation

Les factures devront être envoyées à l'adresse suivante :

Madame l'agent comptable
Agence Régionale de Santé de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
132 boulevard de Paris
CS 50039
13331 Marseille cedex 03

10.6. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante.

Les sommes dues en exécution d'un marché public sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le défaut de paiement dans le délai prévu à l'alinéa précédent fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique impose :

- un taux d'intérêts moratoires, égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixé à quarante (40) euros.

10.7. Facturation électronique

Conformément à loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs est le suivant :

- ✓ 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- ✓ 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;

- ✓ 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RESILIATION

Le marché pourra être résilié au tort du titulaire dans les conditions prévues au chapitre 6, articles 29 à 36 du CCAG/FCS. Ces articles prévoient les conditions et les différents cas de résiliation notamment pour événements extérieurs au marché.

Conformément à l'article 51 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 44 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans lesdits articles ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 du code du travail, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans le cas où le titulaire ne s'acquitterait pas de tout ou partie de ses engagements - notamment en cas d'insuffisance dans la qualité de la prestation ou lorsque le contenu de la prestation dispensée ne correspond pas à la prestation commandée - et après une mise en demeure préalable, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, le marché concerné sera résilié aux torts exclusifs de celui-ci, conformément à l'article 32 du C.C.A.G./FCS. La présente indication complète les articles 29 à 36 du C.C.A.G./FCS pour ce qui concerne la résiliation des marchés.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions pénales et civiles qui pourraient être intentées à l'encontre du titulaire en raison de ses fautes.

Outre les dispositions du chapitre V du C.C.A.G.-F.C.S (Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services), le marché pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire dans les cas suivants, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité :

- Incapacité du titulaire à respecter les clauses du marché après mise en demeure préalablement notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception,
- Interruption de service du titulaire pendant plus de 24 heures sans accord préalable de l'Agence Régionale de Santé PACA. Celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine, l'ARS PACA pourra de plein droit, huit jours après la mise en demeure, prononcer la résiliation pure et simple du marché.
- Lorsque le cumul des pénalités depuis le début de l'exercice en cours représente un montant supérieur à 20 % du marché.

La résiliation pour faute ne peut en aucun cas donner lieu au paiement d'indemnités au bénéfice du titulaire. De plus, en cas d'absorption, de fusion, de rachat ou de changement de raison sociale, le pouvoir adjudicateur a la faculté de résilier le marché de plein droit, sans préavis ni indemnité.

ARTICLE 12 – ASSURANCES

Le titulaire, et le cas échéant, les sous-traitants désignés dans le marché, déclarent être titulaires, sur toute la durée d'exécution du marché, d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard

des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie devra être suffisante et illimitée pour les dommages corporels. En aucun cas, l'administration ne pourra être mise en cause sous quelque forme que ce soit.

En outre, le titulaire s'engage à contracter toutes assurances utiles et plus particulièrement les polices garantissant :

- les risques encourus du fait de l'utilisation des locaux et matériels mis à sa disposition par l'administration ;
- la responsabilité civile sous toutes ses formes (vols, dégradations et dégâts divers, préjudices de tous ordres et tous risques imputables à son personnel).

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de l'ARS, de tous dommages, dégâts, vols, accidents ou autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée. La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Sa responsabilité protège l'ARS contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à l'ARS et engageant sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à l'ARS au plus tard dans les 15 jours suivants la notification du présent marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de la garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurance souscrits par le titulaire.

L'ARS peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance. Le titulaire doit prévenir l'ARS de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification. Les clauses d'assurance initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à l'ARS qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

ARTICLE 13 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE

Clauses relatives au personnel

a) Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies prévues par l'article 6 du CCAG/FCS.

b) Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir dans le délai d'une semaine avant l'exécution des prestations, la liste nominative du personnel. **Cette liste sera tenue à jour mensuellement.** Il devra fournir en outre les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les locaux.

c) Visites médicales

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur. Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique seront consignées par le titulaire sur un registre spécial.

d) Présentation

Le titulaire devra doter ses agents d'un vêtement de travail, éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréés par la personne publique. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou de ses équipements de sécurité ou s'il présente une tenue négligée.

e) Comportement du personnel

Discrétion : Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire sont seules autorisées à assurer les prestations faisant l'objet du marché. L'agence informera le titulaire de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention, et pourra en exiger le remplacement. Le titulaire est tenu à des obligations de confidentialité et de neutralité.

Autorisation d'accès au site : A partir de la date de communication de la liste nominative des personnels ou des nouvelles affectations, la personne publique se réserve la possibilité de refuser l'accès au site à un agent employé par le titulaire.

Le titulaire du marché devra alors proposer le remplacement immédiat de l'agent concerné. L'agence se réserve, par ailleurs, le droit de retirer le droit d'accès à tout agent employé pour l'exécution du marché qui ne donnerait pas satisfaction dans l'exécution de la prestation attendue ou dont la situation administrative ne serait pas régulière. L'agent concerné se verrait interdire l'accès au site et devrait être immédiatement remplacé par le titulaire du marché.

En cas de refus ou de retrait de l'autorisation d'accès, la personne publique motivera sa décision. Celle-ci ne donnera lieu à aucune indemnité et ne pourra, en aucun cas, être invoquée pour justifier d'une diminution, même provisoire, des prestations exécutées.

Les dispositions du présent article s'appliquent intégralement au personnel des éventuels sous-traitants.

Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement, de déplacement ou d'éviction consécutive à la mise en application du présent article.

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction. Une attitude réservée du personnel assurant le service sera particulièrement exigée.

f) Reprise de personnel

Le personnel chargé de la réalisation des prestations confiées au titulaire est embauché et rémunéré par celui-ci. Le titulaire s'engage à reprendre le personnel affecté à ce marché par le précédent prestataire conformément aux dispositions de l'article L. 1224-2 du code du travail et des directives européennes sur le transfert d'entreprise. Le titulaire reste seul responsable de l'exécution du service ainsi que des accidents qui peuvent survenir dans l'exercice de ce service.

ARTICLE 14 – PENALITES DE RETARD

Le responsable du service des moyens généraux de l'ARS PACA ou son adjoint pourront, à tout moment, et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tous les contrôles qu'il jugera utiles et nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché.

Les points appréciés lors des contrôles concernent l'ensemble des actions entreprises par le titulaire pour assurer la prestation (encadrement du personnel, application des consignes, accueil ...). Le nombre de ces contrôles ne sera pas limité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités de retard sont fixées comme suit, sauf s'il est justifié d'un cas de force majeur. Les pénalités portent sur :

- le non-respect des horaires de présence.
- le non-respect du délai de remplacement en cas d'absence d'un employé.
- le non-respect de la procédure d'agrément.
- le non port de la tenue de travail

Toutes les pénalités sont cumulables. S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le non-respect des horaires

Le non-respect des horaires d'ouverture de l'agence sera sanctionné d'une pénalité de **50 € HT** par ½ heure de retard.

Le non-respect des horaires de fermeture de l'agence sera sanctionné d'une pénalité de **50 € HT** par ½ heure de retard.

Le non-respect du délai d'intervention en cas d'absence d'un agent

Le non-respect du délai de remplacement d'un agent de sécurité défaillant sera sanctionné d'une pénalité de **300 € HT** par retard. Ce délai est proposé par le candidat dans son offre de marché.

Le non-respect de la procédure d'agrément des agents employés sur le site sera sanctionné d'une pénalité de **150 € HT**.

Le non mise à jour de documents retraçant les éventuels incidents qui pourraient se produire sera sanctionné d'une pénalité de **50 € HT** par manquement constaté.

Le non port du vêtement de travail ou de l'insigne distinctif sera sanctionné d'une pénalité de **50 € HT** par manquement constaté.

En cas de pénalités renouvelées, l'ARS PACA pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire après trois mises en demeure restées sans effet.

Paiement des pénalités

Les pénalités seront réglées :

- soit par chèque bancaire établi à l'ordre de l'agent comptable de l'ARS PACA,
- soit par virement bancaire auprès de l'ARS PACA,
- soit par l'émission d'un avoir,
- soit déduites des montants à devoir par le maître d'ouvrage au titulaire.

ARTICLE 15 – PERSONNES HABILITEES A DONNER DES RENSEIGNEMENTS

Les personnes habilitées à donner des renseignements **d'ordre administratif** sont :

- Monsieur Franck LUCIEN
Service juridique et marchés publics
Acheteur public
☎ 04 13 55 80 18
ars-paca-marches-publics@ars.sante.fr

- Madame Caroline VAN DE VONDELE
Service juridique et marchés publics
Juriste
☎ 04 13 55 80 87
caroline.vandevondele@ars.sante.fr

Les questions **d'ordre technique** seront orientées vers les personnes habilitées à y répondre. Dans un souci d'égalité de traitement des candidats, les questions et les réponses seront publiées sur la plateforme des achats de l'état.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENTS ET DES LITIGES.

Conformément à l'article 37 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des clauses du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peuvent soumettre tout différent qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article 142 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'instance chargée des procédures de recours contentieux est la suivante :

Tribunal administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil – 13006 Marseille
Téléphone : 04 91 13 48 13
Télécopie : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

ARTICLE 17 – DEROGATIONS AU C.C.A.G.

L'article 11 du présent C.C.A.P. complète les articles 29 à 36 du C.C.A.G/F.C.S pour ce qui concerne la résiliation des marchés.

L'article 15 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 14 du C.C.A.G/F.C.S pour ce qui concerne les pénalités de retard